

Dans la poursuite de sa convention nationale 2011 de Lyon « **Paroles de jeunes, regards croisés** », la Confédération des Maisons des Jeunes et de la Culture de France (CMJCF) a réuni **les 22, 23 et 24 octobre 2015 à Strasbourg** 2 000 jeunes venus de France et d'ailleurs et 500 adultes.

3 jours pour...

- ... **entendre les acteurs du réseau des MJC et les jeunes** engagés pour une société plus juste et solidaire
- ... **valoriser la richesse du réseau confédéral** (initiatives citoyennes, projets innovants, expressions artistiques ...)
- ... **redéfinir la déclaration de politique générale** de la Confédération des MJC.

et...

- ... **favoriser** la prise de parole et **l'expression des jeunes**
- ... **susciter les débats sur les enjeux de société**, entre jeunes ou moins jeunes, issus de toute la France et d'Europe pour développer la prise de conscience citoyenne et le désir d'agir pour une démocratie toujours plus vivante
- ... **affirmer les MJC comme espaces de démocratie participative**, accompagnant la construction de parcours individuels ou collectifs, du local à l'international
- ... **valoriser les projets des acteurs du réseau** en région, au sein du réseau, et auprès de nos partenaires publics, associatifs ou privés
- ... **développer le sentiment d'appartenance** au réseau
- ... **favoriser l'ouverture** sur les autres mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

En amont, les **forums régionaux de la jeunesse** pour associer les jeunes à l'organisation de la convention.

Les 27, 28, 29 et 30 octobre 2014, 100 jeunes « ambassadeurs » de toutes les régions de la Confédération se sont réunis en Languedoc-Roussillon, en Picardie et dans la région Centre.

4 jours pour...

- ... **être force de proposition et s'impliquer** dans l'organisation de la convention
- ... **définir les thématiques et les contenus** qu'ils voulaient retrouver à la convention
- ... **inventer de nouvelles formes d'animations et de débats**
- ... **créer une dynamique participative** autour de la convention
- ... utiliser les réseaux sociaux pour **débattre en amont** de la convention.

Aux actes !

Sans précédent : c'est l'expression qui s'impose à propos de la convention nationale des MJC de France d'octobre 2015. En raison du nombre de participants d'abord : 2 500 personnes réunies à Strasbourg, dont 2 000 jeunes venus de toute la France et d'une quinzaine de pays, cela ne s'était jamais vu. Un défi relevé haut la main grâce à l'enthousiasme et à l'organisation sans faille de la fédération des MJC d'Alsace, de ses 400 bénévoles et professionnels mobilisés durant ces trois jours. Bravo les chapeaux orange !

L'accueil de ces jeunes au Parlement européen, pour leurs travaux en ateliers et leur réunion de clôture, était également une première, à laquelle ont travaillé main dans la main la Confédération et les plus hauts représentants du Parlement européen : Martin Schultz, président, et Sylvie Guillaume, vice-présidente, Catherine Trautmann, ex députée européenne et Anne Sanders, députée européenne. Enfin, comme le soulignait le président de la Confédération Frédéric Prelle, « la convention 2015 a été conçue par les jeunes eux-mêmes, dans une démarche de co-construction répondant aux attentes exprimées lors de la précédente convention, à Lyon en 2011 ». 100 jeunes ambassadeurs ont travaillé une année durant, lors des forums, à l'élaboration des thèmes des ateliers de Strasbourg et à l'animation de ceux-ci. Une illustration en acte du pouvoir d'agir que les MJC souhaitent donner aux 15-25 ans. Ce pouvoir d'agir a été au cœur des réflexions, propositions et revendications exprimées durant ces trois jours. « Des paroles et des actes ! », ont insisté les participants avec force couleurs, slogans, percussions, chorégraphies et pancartes, lors de la spectaculaire performance organisée place Kléber le vendredi 23 octobre.

Agir, c'est l'engagement qu'a pris la Confédération dès l'ouverture de sa convention, avec les mots de son président : « Lyon avait été une plateforme d'expression libre pour les jeunes des MJC de France, Strasbourg va plus loin et les rend acteurs, puisque les priorités définies durant ces trois jours orienteront notre action pour les années à venir. »

Un choix de responsabilisation salué par les élus et représentants de l'Etat, de la Région, du Département et de la Ville, tous présents lors de la soirée d'accueil. « **Aider les jeunes à prendre leur place, à prendre en main leur destin, leur faire confiance et croire en eux : pour tout cela, les MJC sont irremplaçables** », soulignait Catherine Zuber, élue régionale, tandis que Mathieu Cahn, adjoint au maire de Strasbourg, insistait sur « le désir de la jeunesse de s'engager, pour autant qu'on lui en laisse la possibilité », et sur « la nécessité de faire ensemble pour vivre ensemble ». Mais pour y parvenir, encore faut-il écouter les propositions de ces jeunes, rappelait le vice-président du Conseil départemental du Bas-Rhin, Philippe Meyer, qui exhortait : « A vous d'être force de proposition, et de secouer le système ! » Enfin la représentante de l'Etat, Brigitte Dempt, directrice régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale d'Alsace, adressait ses félicitations à la Confédération pour cette démarche, exemplaire de la capacité de

S O M M A I R E

1. Aux actes !

Faire place aux jeunes

Permettre aux jeunes de devenir des acteurs responsables

Des valeurs à défendre

Relever les défis des grands enjeux d'aujourd'hui et de demain

Après 3 jours intenses... le plein d'énergie pour avancer

2. Déclaration de Strasbourg

3. Phrases-défis proposées au vote

4. Résultats du vote

l'éducation populaire à faire participer la jeunesse aux décisions la concernant. Il revenait aux jeunes, acteurs et auteurs de cette convention de Strasbourg, d'ouvrir eux-mêmes l'événement, par la voix de quelques-uns de leurs ambassadeurs : « Cette convention, c'est la nôtre. Nous remercions tous ceux qui ont pris le risque de faire porter notre voix et de nous accueillir. Le grand jour est arrivé. Demain, partout dans Strasbourg, 2 000 jeunes de toute la France et d'Europe échangeront avec toute la ferveur de la jeunesse, sur le monde d'aujourd'hui, la place des jeunes, leurs inquiétudes, leurs désirs, et formuleront des propositions pour des actions concrètes.

Ces jeunes sont venus pleins de l'ambition que ces souhaits deviennent réalité. Samedi, la convention s'achèvera par un vote pour choisir trois grands axes d'engagement des MJC pour les trois ans à venir. Parce que l'histoire ne s'arrête pas là. »

Et de conclure par le slogan de leur convention 2015 : « Ce n'est pas parce qu'on est jeune qu'on n'a rien à dire ». La suite l'a démontré. Au cours de discussions intenses, où chacun a pris soin d'affûter ses arguments, les participants à la convention ont débattu avec une rare qualité d'écoute, dans une ambiance aussi sérieuse que bon enfant.



JEUDI 22 octobre 2015
Ouverture de la Convention
Hôtel de Région Alsace à Strasbourg

FAIRE PLACE AUX JEUNES

En politique, de l'Europe à la commune, dans les instances locales, au sein du système économique et social, dans la culture, les médias et les MJC : quelle place fait-on réellement aux jeunes, et quelle place ceux-ci ont-ils envie d'occuper ? La question a traversé les débats et soulevé de nombreuses interrogations en cascade.

Si, d'une manière générale, nombreux sont ceux qui estiment trop faible la part prise par les jeunes dans les lieux de délibération, de décision et d'action, le constat n'est cependant – heureusement – pas unanime. Les exemples abondent de collectifs, de conseils de jeunes, d'associations investies par les jeunes, à l'image de cette association qui, depuis 21 ans, renouvelle ses administrateurs âgés de 16 à 25 ans avec le même dynamisme et le même investissement local. Mais ces expériences n'atténuent pas le sentiment commun d'une mise à l'écart, dont les responsabilités sont partagées entre adultes et adolescents. On évoque tour à tour l'incompréhension, le manque de motivation et de confiance en soi, le manque d'éducation, la peur de l'inconnu et celle de « mal faire ». La dimension institutionnelle rebute les jeunes – « c'est comme à la télé, avec la même langue de bois », et plus encore l'absence de résultats concrets. « La société ne change pas », déplorent-ils, soulignant qu'à leur âge, « on n'a pas la patience d'attendre que les politiques agissent ». Sans doute la temporalité est-elle un facteur-clé dans le décalage entre les jeunes et le monde des décideurs. À 15 ans, tout évolue si vite qu'on n'a pas le temps d'entrer dans des processus décisionnaires infiniment longs. Sauf à accepter que les actes interviendront quand on sera sorti de l'adolescence... pour les suivants !

De façon contradictoire, les débats font émerger deux attentes : d'une part, que les adultes aillent au-devant des jeunes, leur tendent la main pour les aider à s'investir dans la chose publique à leurs côtés – bref, qu'ils agissent non pas pour eux, mais avec eux. D'autre part, les jeunes souhaitent s'organiser par eux-mêmes, dans des espaces réservés, et demandent aux adultes de les laisser vivre leur adolescence entre eux, sans les solliciter outre mesure. Avoir ou pas des responsabilités... Contradiction exemplaire de l'âge de l'entre-deux, qu'un jeune participant illustre limpiment : « Il y a un trou entre l'enfance et le monde adulte ».

Faire place aux jeunes suppose deux conditions indispensables, selon les conclusions des échanges : être capable de les écouter, et de créer les conditions d'une expression audible ; leur ouvrir les portes pour qu'ils s'engagent.

Écouter, pas seulement entendre

« Parler pour parler n'a aucun intérêt » : un peu brutale, la sentence lâchée par un adolescent résume la pensée des jeunes présents à la convention. Familiers des réseaux sociaux et des moyens de communication modernes, créateurs de journaux associatifs ou de quartier, ils ne sont cependant pas dupes. « La possibilité de s'exprimer existe, Internet permet de publier, de partager, mais ça ne veut pas dire qu'on est écoutés », résume une jeune fille. Dans un atelier, on rappelle que

le message de la convention de Lyon, en 2011, envoyé aux candidats à l'élection présidentielle, n'avait reçu que deux réponses. Mauvais point pour les politiques.

Pour certains, la création de dispositifs spécifiques permettant cette écoute est nécessaire. « Les politiques ne voient pas ce que font les jeunes », déplore un participant. « Parfois, si », répond un autre, dont la Junior association rencontre les élus locaux et départementaux. De son côté, une élue rapporte son expérience de terrain : elle a pris le temps d'interroger les jeunes de sa commune sur les actions menées, à travers un conseil de jeunes, et commence à nouer un lien particulier avec la jeunesse.

En tout état de cause, on s'accorde pour dire que chacun doit faire un pas vers l'autre, et faire l'effort de se comprendre, quels que soient les langages employés, évidemment différents selon que l'on est un adolescent ou un responsable politique, économique, associatif, etc. « Prendre en compte la jeunesse, c'est lui donner les moyens de vous contredire et l'espoir et l'envie de faire mieux que ses aînés », résume l'animateur d'un atelier.

Être écoutés, et pas seulement entendus, est l'une des revendications fortes de cette convention. Les MJC, lieux d'expression libre et de débat, ont un rôle à jouer dans l'écoute et la diffusion de la parole des jeunes. Comme le soulignent certains intervenants, l'école n'apprend pas assez à donner son avis, c'est donc à l'éducation populaire d'insuffler cette culture.

Les nouveaux visages de l'engagement

Que signifie « s'engager » ? La palette de réponses apportées lors de cette convention est des plus larges : depuis ceux qui considèrent que poursuivre l'école après 16 ans est un engagement, jusqu'à ceux qui envisagent de s'investir dans un Service civique, chacun voit l'engagement selon son propre parcours. De même, les avis sont partagés sur le diagnostic. Pour certains, le problème réside dans le manque d'incitation des structures – pour ne pas dire leur fermeture aux jeunes. « Ce n'est pas nous qui prendrons l'initiative d'ouvrir les portes quand elles sont fermées », assure un participant. « Les espaces pour les jeunes n'existent pas », dit un autre, citant en contre-exemple Podemos en Espagne. De fait, nombre de MJC déplorent la faible participation des jeunes dans leurs instances associatives. Or c'est en pratiquant qu'on s'engage.

Mais d'autres abordent la question autrement. Les jeunes s'engagent, estiment-ils, d'une façon nouvelle. Ils rejettent les formes d'organisation traditionnelles et choisissent des voies différentes, qui échappent parfois au « radar » des responsables. Partis, syndicats et associations n'ont plus leurs faveurs. Ils préfèrent les collectifs informels, les réseaux, les petits groupes. « Beaucoup de jeunes sont engagés, mais ce n'est pas reconnu comme un engagement, regrette un jeune homme. On se félicite de réunir 2 000 jeunes à la convention, mais ça arrive plusieurs fois par an à Notre-Dame-des-Landes ou à Toulouse. Nous nous engageons : écoutez-nous ! »

Face à ce manque de visibilité, certains préconisent d'inscrire l'engagement citoyen des jeunes dans les programmes de l'école, avec une reconnaissance motivante pour inviter les moins engagés à se lancer.

Dans le même ordre d'idée, beaucoup revendiquent une meilleure prise en compte du bénévolat et de l'engagement civique, au lycée comme dans les MJC.

À l'appui de cette suggestion, les témoignages de jeunes investis interpellent les ateliers. « On s'est engagés dans notre MJC pour remercier les animateurs de leur confiance, explique un groupe de quatre jeunes. On apprécie d'avoir un niveau de responsabilité équivalent à celui des adultes, on prend des décisions, il ne faut pas faire n'importe quoi. » Et l'animateur de confier pour sa part que « la présence des jeunes au conseil d'administration change le regard de la MJC ».

Partage de passions communes, de valeurs, de projets collectifs, de responsabilités : le bénévolat a de quoi motiver nombre de jeunes, qui se retrouvent dans ce besoin d'agir ensemble. Encore faut-il, soulignent les participants, valoriser et dédramatiser l'engagement et le bénévolat, perçus par beaucoup comme porteurs d'une exigence dont ils ne seraient pas capables. Réaffirmer le droit à l'erreur dans un monde ultra-compétitif, c'est l'esprit de l'éducation populaire. Et l'expérience bénévole est aussi un « plus » dans les parcours d'intégration professionnelle, rappellent certains.

« Être à l'initiative, ne pas se comporter en consommateur, réaliser par soi-même et renforcer son sentiment d'autonomie et de capacité à agir » : les mots font impression, ils viennent d'un groupe qui raconte son expérience d'engagement dans un projet autofinancé. Autant de motifs de satisfaction pour ces jeunes qui invitent les autres à s'investir de la même manière pour vivre l'émancipation en actes.

Finalement, les conditions favorables à l'engagement des jeunes tournent à nouveau autour de l'écoute, de la mise en confiance et des moyens réels et concrets mis à la disposition pour agir. Un petit groupe récapitule la recette avec humour : « Une pincée de reconnaissance, 2 cuillères à soupe de confiance, un sachet de motivation, 0,5 cl. de ressources... Bien mélanger pour éviter les grumeaux. »

VENDREDI 23 octobre 2015

Ateliers animés par les jeunes
Au Parlement européen et dans divers lieux à Strasbourg





JEUDI 22 octobre 2015 - Pratiques artistiques et culturelles amateurs
 Divers équipements sociaux culturels de Strasbourg et des environs

PERMETTRE AUX JEUNES DE DEVENIR DES ACTEURS RESPONSABLES

Manque de bagages, d'expérience, d'outils, de formation, d'information : quels que soient les mots employés, le refrain court d'atelier en atelier. Pour s'engager et prendre sa place dans la société, il faut être armé de façon à agir en conscience, en individu libre et responsable, capable de choix individuels et collectifs et d'esprit critique. Devenir citoyen, c'est avoir les moyens de comprendre les enjeux du monde actuel et de les penser par soi-même. Or les jeunes s'estiment souvent démunis et aimeraient être épaulés pour se repérer dans une réalité de plus en plus complexe.

Les débats mettent en évidence deux domaines à améliorer dans les parcours des jeunes : d'une part l'accès à l'information et le tri dans la profusion d'informations ; d'autre part la formation et l'éducation, qu'elles soient scolaires ou informelles, voire à la croisée des deux champs.

L'information : un enjeu majeur

Comment s'informer sur le monde ? À l'évidence, ce ne sont pas les sources qui manquent, entre presse, multimédia et Internet, mais bien plutôt les balises pour se repérer dans ce foisonnement. « Plus je m'informe, moins je comprends », résume un groupe. Beaucoup de jeunes expriment leur méfiance à l'égard des médias traditionnels, jugés tantôt inféodés à d'autres pouvoirs, tantôt formatés et formateurs des esprits, tantôt sensationnalistes et véhicules de clichés (notamment sur les jeunes). Cependant certains, après les attentats contre Charlie Hebdo, relèvent le rôle démocratique de la presse et affirment leur attachement à la liberté d'expression. D'autres, comme l'association Jets d'Encre, font la démonstration en actes de l'intérêt d'un journal écrit par et pour les jeunes.

Dans l'ensemble, si les participants sont plus familiers des réseaux sociaux et d'Internet, ils font moins la preuve d'un esprit critique vis-à-vis de ces médias, au risque de s'y perdre. Être vigilant sur Facebook ou Twitter s'apprend, et certains découvrent en atelier les façons de signaler les commentaires haineux ou racistes, ou de modérer sa page ou son site. Mais il y a une demande pour utiliser les moyens de communication numériques au service d'une expression démocratique, et un besoin évident de repères pour trouver une information fiable et solide sur la toile. Un chantier déjà ouvert par les MJC, qui doit être élargi et approfondi pour donner des outils au plus grand nombre.

Par ailleurs, la question de l'accès à l'information sur les dispositifs et les possibilités offerts aux jeunes revient dans de nombreux échanges. Manque d'information sur les comités de vie lycéenne, sur le Service civique ou Erasmus + : « si on ne cherche pas l'information, on ne la voit pas », regrettent les jeunes, qui apprécient d'autant plus les moments de partage d'expériences, où chacun témoigne de son parcours et donne les bons tuyaux. Pourtant, les lieux d'information existent, mais il semble que les adolescents soient parfois réticents à faire la démarche de les consulter.

Conjuguer éducation formelle et informelle

Former des esprits curieux, ouverts et critiques, c'est aussi le rôle de l'éducation sous toutes ses formes. « Aidez-nous à grandir », disent en substance les adolescents, dont certains estiment que cette période de la vie est « un entre-deux parfois difficile, avec des doutes et des craintes ». Ils ont besoin d'outils pour trouver la confiance en eux et s'émanciper, mais aussi pour « changer le futur », qu'ils jugent parfois angoissant. Parmi les besoins exprimés, celui d'un « enseignement de la politique » est récurrent, pour comprendre, participer, et ne pas se laisser manipuler. « La formation comme outil de conscientisation », résume une jeune femme. **Et les participants de souligner le rôle des MJC pour aider à comprendre la politique locale puis nationale : cet enjeu est au cœur de l'éducation populaire.** Comme le souligne avec force un atelier mêlant les regards de plusieurs pays, « la formation citoyenne des jeunes, futurs adultes responsables, ne doit pas dépendre des aspirations des pouvoirs publics et de l'idéologie des acteurs économiques ».

Mais les débats font émerger aussi une demande de cohérence entre éducation formelle et informelle. L'idée de renforcer des liens avec l'Education nationale est proposée, afin d'assurer une forme de continuité dans la transmission, qui puisse aussi durer dans le temps.



VENREDI 23 octobre 2015
Concert et village des partenaires
Au Rhénus à Strasbourg

DES VALEURS À DÉFENDRE

Omniprésente durant la convention, la question des valeurs à défendre et des combats à mener a irrigué les réflexions et les débats. Logique pour une Confédération d'éducation populaire, et dans une période de doute sur ce qui constitue le socle de la vie en société.

Ainsi le respect de l'égalité, l'ouverture et l'affirmation d'une commune humanité ont-ils été fortement affirmés.

Lutter contre les discriminations

Préoccupation majeure pour les participants, la lutte contre les discriminations a été déclinée sous toutes ses formes. Racisme, sexisme, préjugés et intolérance ont été répertoriés, analysés, décortiqués par le biais de théâtre-forum, de photo-montages, de micro-trottoirs, de murs de paroles et autres débats mouvants. Revendiquant la reconnaissance des différences comme richesse et la tolérance, les participants désignent la mixité à tous points de vue comme un idéal à rechercher, en dépit des obstacles. **Les MJC comme lieux de mixité sont d'ailleurs au centre des attentes.** Les exemples de leurs multiples actions pour sensibiliser aux discriminations abondent pour légitimer leur engagement, mais des efforts restent à faire. Cependant, insistent de nombreux débatteurs, il faut ajouter aux discriminations habituellement dénoncées la question sociale et économique, et particulièrement la pauvreté.

« Apprenons à nous connaître » : pour favoriser l'ouverture et la tolérance, les débats mettent en avant deux facteurs essentiels. D'une part, la culture est un moyen de découverte et de partage inégalé. « La musique n'a pas de frontières », disent les jeunes, mais au-delà, l'éducation culturelle qui ouvre à la parole de l'autre, est un pilier essentiel pour apprendre à vivre ensemble. « L'auberge espagnole » est une piste à creuser. La connaissance comme arme contre l'intolérance : un credo pour l'éducation populaire.

Pour les MJC, l'enjeu est de créer les conditions d'une rencontre culturelle en accueillant les différences, en revendiquant les droits culturels et la dignité pour tous. Sans oublier de développer les liens intergénérationnels, mais aussi inter-MJC, et de multiplier les occasions de débats, de dialogue et d'activités communes.

D'autre part, la mobilité et les échanges permettent de vivre concrètement la différence et d'amener une compréhension mutuelle. La présence, lors de cette convention, de jeunes venant d'une quinzaine de pays apporte un exemple de passerelles possibles. « Nous sommes allemands, vous français, il y a 50 ans les choses étaient différentes : il faut prendre conscience que la paix est un élément important. » Les témoignages de MJC qui ont expérimenté les séjours à l'étranger et les échanges sont unanimes : « on découvre une jeunesse universelle ». D'où cette revendication adressée aux responsables politiques et associatifs : favoriser la mobilité des jeunes, et développer les pratiques de jumelage ainsi que les échanges à l'échelle internationale.

Résister à la marchandisation

« Les MJC ne sont pas des épiceries ». La formule claque en opposition à la tendance actuelle des politiques publiques, notamment européennes, tendant à ranger l'éducation populaire au rayon des « services au consommateur », voire de l'action caritative. Comment penser l'engagement, l'action commune, l'éducation culturelle, autrement qu'en termes de satisfaction marchande de besoins sur un marché ouvert ? Au-delà, le statut des pratiques artistiques est lui aussi questionné, à leur manière, par de jeunes danseurs hip hop : faut-il pratiquer la danse hip hop pour la beauté de l'art ou pour gagner de l'argent ? Les réponses ne sont pas toujours évidentes.

En mettant en avant les notions de dignité ou de bien commun, les participants soulignent leur refus d'une marchandisation galopante. Offrir à tous des ressources pour se construire dignement, s'émanciper, acquérir un pouvoir d'agir et « être au monde », telle est la vocation de l'éducation populaire, réaffirmée tout au long des échanges. Pour certains, les MJC constituent même un « refuge » : un mot fort qui en dit long sur ce qui se noue dans ces lieux d'échange et de partage. Quand certaines municipalités examinent les « produits » plus que les processus, il y a nécessité à rappeler qu'une société organisée sur les droits plutôt que sur les marchandises se porte mieux.

Pour les jeunes, cette conviction se traduit par l'idée de se prendre en main, en évitant les postures de consommation. « Nous ne devrions pas demander des droits, mais travailler pour les droits », affirment même certains d'entre eux. Mais c'est dans le bénévolat et le volontariat qu'ils voient concrètement l'affirmation de la gratuité face à la marchandisation. Des habitudes à prendre dès l'enfance, par le biais des coopératives scolaires par exemple, et à prolonger dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Sans oublier de multiplier les échanges non-commerciaux, au sein des MJC, entre MJC, et vers l'extérieur.



VENDREDI 23 octobre 2015
Rassemblement
Place Kléber à Strasbourg

RELEVER LES DÉFIS DES GRANDS ENJEUX D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

Dans un monde en crise, où se multiplient les sources d'inquiétude, quelle attitude adopter et sur quoi s'appuyer pour rester debout et trouver des réponses utiles à la collectivité ? Impossible pour cette convention de passer à côté des grands enjeux contemporains, qui questionnent les jeunes autant, si ce n'est plus, que les adultes. « Oui, le futur fait un peu peur, reconnaissent-ils. Mais le futur n'est pas « tout prêt », c'est à nous de le construire ensemble, en commençant à le rêver dès aujourd'hui. » Qui a dit que les jeunes étaient résignés ? Au contraire, leurs réflexions en atelier ont dégagé quelques pistes d'action jugées prioritaires.

Préserver la planète

Un mois avant la COP 21, la crise environnementale et climatique a fait l'objet de débats nourris à la convention des MJC de France. Conscients de l'urgence, les jeunes, là encore, veulent des actes, et émettent des propositions concrètes. Du recyclage des déchets à la préservation des ressources en eau, en passant par le développement des modes de transport « doux », la sobriété énergétique, leurs listes sont précises et complètes. Incluant y compris une réflexion sur l'alimentation et les pratiques agricoles, qui pourrait en remonter à bien des commissions d'élus. « À quand des cours de cuisine axés sur la santé, l'écologie, le bien-être et l'éveil sensible à l'environnement, au même titre que les cours de sport ? » Une proposition qui s'adresse aussi bien à l'éducation nationale qu'à l'éducation populaire.

Lutter contre les extrémismes

Dans une année marquée par les attentats, les jeunes s'inquiètent des manifestations extrémistes de toutes provenances. Lutter contre les discriminations ne suffit pas, il faut travailler sur le socle commun des valeurs : égalité, liberté, fraternité, laïcité. Il faut trouver les moyens de « faire humanité ensemble », ce qui exige, pour commencer, de « trouver une langue commune » pour être capable de mener des débats d'idées conséquents et dignes. **On évoque la nécessité de faire reculer la peur, et on souligne le rôle que peuvent jouer les MJC dans ce travail, comme « lieux de conciliation ».**

Trouver sa place dans un monde globalisé

À Strasbourg, symbole de la construction européenne, comment ne pas s'interroger sur l'ouverture internationale et la place de chacun dans une économie mondialisée et un monde globalisé ? « La mondialisation modifie le monde, remarque un groupe, mais nous devons faire ce que nous pouvons pour changer le monde avec nos valeurs. »

L'Europe, en particulier, fait l'objet de réflexions contradictoires. Les jeunes sont partagés entre un sentiment d'éloignement et de scepticisme – « le citoyen de base n'est pas investi », « le primat du marché crée des circuits de production aberrants », « une union plus économique que solidaire » - et l'adhésion – « la facilité à rencontrer ce qui était autrefois étranger », « la libre circulation des personnes et la possibilité de séjours étudiants, de travail à l'étranger », « la paix ». Sans surprise, les Strasbourgeois expriment une sensibilité européenne plus affûtée que la moyenne, le sujet étant fréquemment abordé dans les lycées de la ville. Mais tous s'accordent à reconnaître un manque d'information et estiment au fond qu'il est « plus simple de se sentir européen d'un point de vue citoyen que d'un point de vue politique ».

Ceux qui parlent avec le plus d'enthousiasme des échanges internationaux, ce sont bien sûr les jeunes qui les expérimentent, notamment les groupes étrangers invités à la convention – Allemands, Anglais, Belges, Espagnols, Palestiniens, etc. « Les échanges européens, c'est une aventure humaine », assurent-ils. À condition toutefois d'être bien informés des dispositifs tels que le Service volontaire européen ou Erasmus +. Et pourquoi ne pas organiser une prochaine convention des MIC hors de France ?

Enfin, la globalisation, se sont aussi des populations qui rejoignent l'Europe pour des raisons politiques, économiques, climatiques. Beaucoup de jeunes figurent parmi ces populations, et sont évoqués dans les discussions de la convention. Avec un mot d'ordre qui revient en boucle, en écho à l'ensemble des aspirations des participants : respect des droits humains.

APRÈS TROIS JOURS INTENSES...

LE PLEIN D'ÉNERGIE POUR AVANCER

Tant de mots échangés, d'idées partagées, de découvertes mutuelles en trois jours, ne peuvent se résumer qu'imparfaitement. Chacun des quelque 80 ateliers de la convention a produit plusieurs « phrases défis », résumant les attentes de ses participants. Synthétisées en 11 grandes thématiques, ces « phrases défis » ont été soumises au vote des jeunes lors de la session de clôture de la convention, dans le cadre majestueux de l'hémicycle du Parlement européen.

Les orientations qui ont été plébiscitées servent désormais de guides pour l'action de la Confédération des MIC de France. Le président Frédéric Prelle l'a affirmé avec force : « De tous ces échanges, il est sorti une exigence fondamentale, non négociable : que la Confédération ne s'en tienne pas aux mots, mais traduise concrètement ces défis en actes. Votre vote nous engage. Seuls les actes compteront, et il faudra que vous puissiez les mesurer rapidement. C'est l'engagement que nous prenons devant vous, dans ce haut lieu de la démocratie. ». Et le directeur de la Confédération, Daniel Frédout, d'ajouter : « Nous venons de vivre une belle expérience d'éducation populaire, en prenant le temps de s'écouter avec respect, pour faire émerger votre capacité créatrice. Vos choix seront nos orientations ».



Catherine TRAUTMANN,
ex députée européenne



Anne SANDER,
députée européenne



Jeunes ambassadeurs à la tribune du
Parlement européen le 24 octobre

Pour clore cet événement exceptionnel, plusieurs interventions d'élus et responsables politiques ou associatifs ont salué la qualité des réflexions menées, la maturité des jeunes participants et leur engagement.

Anne Sander, députée européenne, assurait ainsi vouloir « relayer et défendre dans cette maison » les messages portés par les jeunes durant leurs travaux, des jeunes « indispensables à la poursuite de la construction européenne, apportant le dynamisme et la vivacité d'esprit dont l'Europe a besoin ».

Les représentants de la fédération des MJC d'Alsace, Thierry Bos (président) et Piero Calvisi (directeur), insistent pour leur part sur la nécessité de réaffirmer le rôle indispensable de l'éducation populaire dans la société, des jeunes dans les MJC, des citoyens dans la politique. « Prenez votre place et bousculez-nous un peu ; vous avez des rêves, des envies, des projets, la volonté de vous engager : il vous faudra de la ténacité, des rencontres, et agir dans le respect des autres », insistent-ils.

De son côté, la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, saluait, via un message vidéo, le geste fort de la Confédération des MJC de France, qui a signé à l'occasion de cette convention un accord pour rejoindre la réserve citoyenne mise en place dans les établissements scolaires après les attentats de janvier 2015. Elle formulait le vœu que cette convention constitue « un grand acte de confiance et un grand acte de courage ».

Enfin, Catherine Trautmann, ex-députée européenne, ex-maire de Strasbourg, ex-ministre de la Culture, soulevait l'enthousiasme avec son discours : « L'éducation populaire, lieu de rencontre, de débat, de confrontation, est essentielle pour apprendre les uns des autres. Vous, les jeunes, avez à nous apprendre sur notre société, ses plaies, ses échecs. La politique n'est pas l'affaire des spécialistes. Ce que vous venez de dire par vos votes, c'est la nécessité de la confiance. Vos interpellations nous renvoient au sens de nos engagements et à la nécessaire proximité avec vos attentes. Cette ville va continuer à résonner de votre présence ; nous allons continuer à relayer votre message. Ayez confiance en vous car vous pouvez faire mouvement ensemble. Être avec vous nous redonne de l'énergie et de l'espoir pour répondre aux défis, et pour vous donner votre place dans toutes les formes d'engagement. »



VENREDI 23 octobre 2015
Déclaration de Strasbourg
Salle de l'Aubette à Strasbourg

Déclaration de Strasbourg

De l'urgence et du besoin d'éducation populaire

Prenons-nous la mesure des profondes mutations de notre société ?

CHARLIE et les événements de janvier sont des caricatures tragiques de l'impensable, symptômes dramatiques d'un monde qui dysfonctionne et les crises démocratiques, économiques, écologiques, géopolitiques qui se succèdent ne sont que le signe de la fin d'un monde.

Face aux incertitudes et aux peurs, les réponses sont hélas souvent les mêmes : le repli sur soi, les comportements identitaires, le rejet de l'autre, la désignation de boucs émissaires supposés être les "RACINES DU MAL". Le retour des frontières, des murs parfois barbelés là où il faudrait inventer des passerelles, des réponses normatives, autoritaires, sécuritaires viennent ébranler la Démocratie et la République.

L'ampleur, la complexité des mutations à l'œuvre ont en commun de provoquer un sentiment d'impuissance, de sidération ! Alors, opposons à la grisaille ambiante un projet d'espérance.

Réaffirmons ensemble l'urgence et le besoin d'éducation populaire pour construire une société plus juste et solidaire.

Face aux défis immenses qui nous attendent, la puissance publique ne peut pas tout ; elle doit s'appuyer sur une société civile organisée.

L'éducation populaire est une partie de la réponse à ces défis, et nous devons porter ce projet au-delà des frontières de nos organisations respectives. C'est pour peser sur la politique publique que nous nous impliquons dans des plates-formes, des coordinations. C'est le sens de notre engagement au sein du Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP), dans le bing bang des politiques jeunesse, et l'appel pour un avenir solidaire.

C'est aussi pour faire sens ensemble qu'à l'occasion de notre Convention Nationale qui réunit à Strasbourg près de 2 500 participants, nous avons souhaité inviter des fédérations et associations nationales : l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ), les CEMEA, la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF), la Fédération des Maisons de Jeunes en Belgique Francophone (FMJBF), la Fédération nationale des FRANCAS, la Ligue de l'Enseignement, l'Union pour l'Habitat des Jeunes (UNHAJ).

Nous les remercions d'avoir répondu à notre invitation et nous savons que si nous partageons aujourd'hui à Strasbourg cette déclaration dans cette symbolique salle de l'Aubette où la Ville de Strasbourg nous accueille, c'est parce que nous nourrissons des coopérations, parfois historiques, parfois plus récentes, mais où toujours le dialogue engagé est ferment de projets à construire ensemble. Nous restons bien-sûr attentifs aux autres associations de l'éducation populaire et cette déclaration de Strasbourg ouvre la voie à d'autres formes de partenariat.

C'est aussi parce que nous partageons des valeurs de citoyenneté, de solidarité, de respect de la dignité humaine que nous avons en commun de porter un projet politique d'émancipation et de transformation sociale, que nous réaffirmons la modernité de l'éducation populaire.

C'est enfin, parce que nous sommes convaincus que la Démocratie et la République ont besoin, pour être mises en actes, de forces associatives d'éducation populaire qui font vivre les valeurs au quotidien.

Réunis à Strasbourg à l'occasion de la Convention Nationale des MJC de France, nous voudrions dire aux élus, aux décideurs que :

- L'éducation populaire, par la diversité de ses champs d'intervention, de ses acteurs, par sa présence en proximité sur tout le territoire, son travail au plus près avec les habitants, se positionne comme partenaire dans la co-construction des politiques publiques du local, au national, à l'international.
- L'éducation populaire, l'éducation non formelle, par son action dans tous les âges de la vie, par son intervention, est un des piliers de la continuité éducative et de la formation tout au long de la vie.
- L'éducation populaire, par l'engagement, le militantisme de ses bénévoles et professionnels est la première force de mobilisation des citoyens. Elle concourt ainsi à créer et à faire reconnaître d'autres formes de richesse non monétaire.
- Par ses pratiques, sa pédagogie, elle crée au quotidien des situations d'apprentissage de la citoyenneté. Elle développe le pouvoir d'agir des citoyens, crée des espaces de participation, de débat, de confrontation dans le respect des différences...

“ L'éducation populaire est une richesse et une chance pour la République et la Démocratie ”

Strasbourg, le 23 octobre 2015

Phrases-défis proposées au vote

1. Parce que nous faisons confiance à la jeunesse, nous nous engageons à lui donner plus de place dans des espaces de décision
2. Nous osons faire humanité ensemble en luttant contre les discriminations, en valorisant la mixité, l'égalité et l'ouverture culturelle.
3. Afin d'aider chacun à prendre place dans les débats citoyens, nous donnons aux jeunes les moyens de comprendre la vie politique et de se forger un esprit critique. Nous favorisons les passerelles entre jeunes et élus.
4. Nous renforçons nos liens avec l'Education nationale.
5. Contre le réchauffement climatique, nous adoptons des pratiques respectueuses de l'environnement et nous sensibilisons à la préservation de la planète.
6. Nous nous engageons à valoriser les idées, les parcours et les productions des jeunes.
7. Nous utilisons les outils numériques pour favoriser l'expression démocratique.
8. Nous développons des lieux d'expression permanents pour les jeunes.
9. Nous développons les échanges non-commerciaux et de services entre les MJC, et vers l'extérieur.
10. Nous donnons aux jeunes les moyens de s'engager et nous reconnaissons toutes les formes de leur engagement.
11. Nous informons les jeunes sur l'Europe et la mobilité et nous favorisons les échanges européens.

Résultats du vote

- 1 > **Phrase-défi n°2**
Nous osons faire humanité ensemble en luttant contre les discriminations, en valorisant la mixité, l'égalité et l'ouverture culturelle.
- 2 > **Phrase-défi n°10**
Nous donnons aux jeunes les moyens de s'engager et nous reconnaissons toutes les formes de leur engagement.
- 3 > **Phrase-défi n°1**
Parce que nous faisons confiance à la jeunesse, nous nous engageons à lui donner plus de place dans des espaces de décision.
Phrase-défi n°11
Nous informons les jeunes sur l'Europe et la mobilité et nous favorisons les échanges européens.
Phrase-défi n°3
Afin d'aider chacun à prendre place dans les débats citoyens, nous donnons aux jeunes les moyens de comprendre la vie politique et de se forger un esprit critique. Nous favorisons les passerelles entre jeunes et élus.
Phrase-défi n°6
Nous nous engageons à valoriser les idées, les parcours et les productions des jeunes.

